

> aussi aux plus pauvres. Les données le démentent. Depuis les années 1980, les 1 % les plus riches captent 27 % de la croissance des revenus, tandis que les 50 % les plus pauvres en perçoivent 12 % ! Ce que montrent les analyses aujourd'hui c'est qu'il est possible de concilier la lutte contre la pauvreté et les inégalités, l'amélioration du bien-être social avec la protection des écosystèmes planétaires. Et que la défense des modèles actuels par les plus riches pour conserver leur position est une entrave inquiétante au développement durable pour tous.

Quid des autres objectifs ciblés ?

Pour toute une part d'entre eux, nous ne sommes pas du tout sur la bonne voie. Mais plus inquiétant encore, comme pour les inégalités, nous allons dans le mauvais sens dans plusieurs domaines clés : les émissions de gaz à effet de serre, l'empreinte écologique de nos modes de production, la chute de la biodiversité qui s'est accélérée entre 2015 et 2019. C'est très préoccupant car si on ne tient pas ces objectifs-là, les autres seront vains. Si certaines régions deviennent totalement inhabitables à cause du réchauffement climatique, envoyer les filles à l'école ou garantir à tous l'accès à Internet à un coût abordable ne seront plus des sujets ! Tant que l'on poursuivra avec un modèle qui ne tient pas compte de son coût environnemental on ira dans la mauvaise direction ; le groupe d'experts indépendant en charge de rédiger le rapport d'évaluation des ODD lance un cri d'alarme et un appel à la prise de conscience de l'urgence d'agir. Cela concerne d'abord les gouvernements, mais passe aussi par une réorientation massive des investissements du secteur privé vers le développement durable ainsi que par une mobilisation de la société civile.

Malgré le côté alarmant de la situation, vous parlez d'une opportunité historique. Pourquoi ?

En 2015, les négociations qui ont abouti aux ODD ont bénéficié d'une conjoncture historique particulière. Deux facteurs ont joué en faveur de compromis intéressants. Premièrement, dans le climat de post-crise économique mondiale, beaucoup de pays à revenus intermédiaires, comme la Colombie, le Costa Rica, l'Afrique du Sud, ne voulant pas être en reste, se sont emparés des négociations. Deuxièmement, ces négociations n'ont pas été le seul fait des gouvernements. La société civile et le secteur privé en ont été des acteurs importants. Tout comme les scientifiques, rompus à ce type d'exercice depuis le sommet de Rio de 1992 et les conférences successives sur le climat et la biodiversité. Aujourd'hui, vu le contexte politique, le monde de la recherche n'arriverait plus à se faire entendre. Et des cibles comme la couverture maladie universelle ou même la lutte contre le réchauffement climatique auraient plus de mal à recueillir un consensus multilatéral.



UNE « BOÎTE NOIRE » CONTRE LA MORTALITÉ MATERNELLE

« Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge » est l'un des 17 objectifs de développement durable de l'ONU. Pour réduire la mortalité maternelle dans les pays en développement de l'Afrique de l'Ouest, où 1 femme sur 100 meurt en couches à l'hôpital, Alexandre Dumont, épidémiologiste, directeur de recherche IRD, et son équipe ont développé un outil innovant. S'inspirant d'une approche ayant fait ses preuves dans la sécurité du transport aérien pour tirer les leçons des accidents, ils ont mis au point une méthode d'audit systématique de chaque décès pour en comprendre les causes, détecter les failles et les erreurs. L'idée est de

décrypter cette « boîte noire » afin d'améliorer les soins et l'organisation des services obstétricaux. En testant cette approche dans 46 maternités sénégalaises et maliennes, soit un suivi de 190 000 cas en 4 ans, ils ont constaté une réduction de 15 % de la mortalité, allant même jusqu'à 35 % dans certains petits hôpitaux. Les chercheurs montrent aussi que ces audits qui remettent l'humain au centre du dispositif sont bien acceptés, faciles à utiliser, abordables et transposables à différents contextes. Preuve que les avancées en matière de lutte contre la mortalité ne passent pas toujours par de nouveaux traitements de pointe ou d'outils de diagnostic révolutionnaires.



© IRD - V. Briand

Quel est aujourd'hui le rôle de la science pour atteindre ces objectifs ?

Le rôle de la science est crucial : elle est indispensable pour guider les scénarios à mettre en place. On le voit bien sur des sujets complexes comme la sortie des pesticides. Il faut des recherches à un niveau fondamental pour trouver des moyens de production plus sains, que ce soit en biologie ou en agroécologie, mais aussi sur les pratiques et sur le modèle global d'agriculture. Il ne s'agit pas de remplacer un modèle par un autre qui se révélerait peu vertueux. La science doit aider à maximiser les bénéfices visés et à éviter les effets pervers. Pour autant, que mon message soit clair, nous avons aujourd'hui les connaissances scientifiques et technologiques suffisantes pour atteindre potentiellement de nombreuses cibles en 2030. Il faut s'en

